le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 24 avril 2017 N° 433 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Valse de Premiers ministres qui roulent des mécaniques

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali : Valse de Premiers ministres qui roulent des mécaniques

Page 5-7
Côte d'Ivoire : À la poubelle leur « trêve sociale »

Pages 7
Tchad: La contestation contre le régime de Deby continue !

Pages 9
Ethiopie : Le gouvernement est responsable des victimes de l'éboulement d'une décharge

Page10
Immigration : Naturalisation de 28 tirailleurs sénégalais : une mesure démagogique

Page 11
Madagascar : Après le passage du cyclone Enawo, les vols de vanille se multiplient

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Editorial

Mali

VALSE DE PREMIERS MINISTRES QUI ROULENT DES MÉCANIQUES

Pour la quatrième fois depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le président malien IBK change de Premier ministre. Depuis le 8 avril dernier, c'est Abdoulaye Idrissa Maïga, ministre de la Défense dans le précédent gouvernement, qui remplace Modibo Keïta à la tête du gouvernement. Une des particularités de la nouvelle équipe est le nombre pléthorique de 36 ministres, c'est-à-dire autant de « portefeuilles» *pour satisfaire de gros appétits. Le président malien a déjà un sobriquet qui lui colle bien :* « Monsieur ma famille d'abord ». *Il faut croire qu'il a encore agrandi sa famille pour mieux vider les caisses de l'Etat !*

Selon certains commentateurs de la presse locale, cette valse de Premiers ministres s'explique par l'incapacité de l'État à « faire face à la fronde sociale ». *Depuis plusieurs mois en effet, il est confronté à une série de grèves dans la fonction publique. Ce sont les magistrats qui ont commencé à cesser le travail en janvier 2017. Suite au refus du gouvernement de répondre favorablement à leurs revendications, leur grève de* « sept jours ouvrables » *s'est transformée en* « grève illimitée ». *Par la suite, le mouvement s'est étendu à d'autres secteurs de la Fonction publique : les inspecteurs du travail, les employés du ministère des Affaires étrangères, ceux des collectivités territoriales, ceux des hôpitaux publics et tout dernièrement dans l'éducation nationale.*

Tous, malgré la diversité de leur statut et de leur corps de métier, réclament une amélioration de leurs conditions de travail et d'existence : versement de primes, changement de grille de salaires, intégration, dans le statut de fonctionnaires, de ceux qui sont restés jusqu'ici simples vacataires, remplacement de matériel de travail vétuste, etc.

La grève des magistrats a duré plus d'un mois. Ils ont partiellement eu gain de cause et obtenu des promesses de régularisation pour certaines revendications non satisfaites.

Le nouvel arrivant à la primature, auréolé de son ancien grade de ministre de la Défense, croyait qu'il allait faire peur aux grévistes en montrant ses gros bras, mais il n'a pas réussi à intimider grand monde puisque le mot d'ordre de grève illimitée n'a été suspendu ni dans les hôpitaux ni dans l'Éducation nationale. Ce n'est que le 16 avril,

au bout de 11 heures de négociations entre les syndicats de la Santé et le nouveau gouvernement que les employés des hôpitaux publics ont décidé de mettre fin à leur grève de 38 jours, la plus longue grève du secteur hospitalier depuis trente ans. Voici ce qu'a déclaré un responsable syndical après cette négociation : « Sur neuf points, nous avons [obtenu] huit points d'accord et un point d'accord partiel. Nous avons demandé une augmentation de la prime de fonction spéciale, nous avons reçu 100% de l'existante […]. [Concernant] l'intégration des contractuels, le principe est déjà acquis».

Quant au mot d'ordre de grève des enseignants, il est maintenu car jusqu'à présent ils n'ont pas obtenu satisfaction. Les élèves et les étudiants sont inquiets de vivre une année blanche ; ils commencent à montrer quelques signes d'agitation et demandent au gouvernement et aux enseignants de se mettre autour d'une table pour négocier.

Pour le moment, le gouvernement semble avoir choisi de faire la sourde oreille et rouler des mécaniques. Il vient de déclarer « l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire pour une durée de dix jours » *à compter du 19 avril. Officiellement c'est pour* « faire face à la menace terroriste » *mais personne n'est dupe pour croire que cela va intimider les djihadistes fanatisés. Ceux-ci portent des ceintures d'explosifs et sont prêts à se faire exploser avec leurs bombes, ils se moquent de savoir s'il y a état d'urgence ou pas. Quant aux attaques que subit l'armée malienne dans le Nord et dans le Centre, en quoi l'état d'urgence va faire trembler les assaillants ? Et pourquoi seulement dix jours ?*

En vérité, l'instauration de l'état d'urgence dans une grande ville comme Bamako est surtout destinée à intimider la population. Au nom de la « sécurité publique » *le gouvernement va interdire par exemple toute manifestation, attroupement ou occupation des lieux publics. Il s'apprête probablement à réquisitionner les enseignants pour les obliger à travailler sous peine de poursuite pénale.*

Dans le passé, les employés de l'administration, les enseignants et les étudiants ont su mener des luttes, y compris sous la dictature sanguinaire de Moussa Traoré. Si le président IBK veut jouer les gros bras avec eux, il aura peut-être des surprises comme l'ancien dictateur.

Mali

DES VICTIMES INNOCENTES DE LA PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Au début de ce mois d'avril, des gendarmes maliens ont détroussé et abattu deux jeunes gens dans la localité de Konna, située au centre du Mali. Ces victimes ont été ensuite présentées par les autorités militaires comme des djihadistes tués au combat, mais des habitants de ce village qui les connaissent parfaitement contestent cette version. Ils ont mis sur pied un collectif pour que la vérité soit faite.

Selon le responsable de ce comité, les deux jeunes natifs de Konna revenaient du Nord après avoir vendu du bétail. Ils sont descendus du car de transport pendant la nuit et ont été interceptés par la gendarmerie en rentrant chez eux. Ils avaient avec eux une somme d'argent provenant de la vente du bétail mais le lendemain, lorsque la gendarmerie a montré les corps criblés de balles, il n'y avait sur eux ni argent ni téléphones portables. Les parents et les membres du collectif de soutien soupçonnent un acte criminel et demandent des éclaircissements aux autorités. Une enquête officielle sera parait-il ouverte mais on sait par avance qu'elle sera classée sans suite. Déjà, en temps ordinaire l'armée et la gendarmerie sont intouchables, à plus forte raison lorsqu'elles se parent d'une couverture « anti-terroriste ». Elles vont donc continuer à tuer et à racketter les petites gens en toute impunité !

Ce n'est pas la première fois que des innocents sont victimes de ce genre de « *bavure* » au Mali sous prétexte de lutte contre les djihadistes. Au courant du mois de janvier dernier, un journal a révélé la mort par balle d'un enfant de dix ans survenue quelques semaines plus tôt dans une localité près de Tessalit, dans l'extrême nord du Mali. Ce sont des soldats français de l'opération Barkhane qui l'auraient tué ; ils l'ont enterré en cachette mais l'information a fuité dans les réseaux sociaux. Embarrassé par cette révélation, le ministère français de la Défense a tenté de masquer le scandale en déclarant que c'était « *un combattant mineur* » qui agissait comme « *guetteur, pour le compte d'un groupe armé terroriste*». Ce gros mensonge n'ayant pas convaincu grand monde, l'armée française a fini par dire qu'une «*enquête interne est toujours en cours* ».

Au mois de mai 2016 ce sont des casques bleus tchadiens agissant au nord du Mali dans les forces de la Minusma qui ont abattu un jeune berger, lui aussi présenté comme un « djihadiste ». Des habitants indignés par ce crime ont commencé à protester et demandé des explications aux responsables locaux des casques bleus. Ceux-ci ont promis de diligenter une enquête « indépendante ». Un an après, les proches de la victime attendent toujours.

Au mois de janvier 2015, ce sont des manifestants qui ont été réprimés violemment à Gao par les forces de la Minusma car ils protestaient contre le fait que ces casques bleus laissaient le champ libre aux groupes armés du MNLA (Mouvement de libération de l'Azawad). Il y a eu au moins trois morts et plusieurs blessés par balles.

Personne ne connaît le nombre de victimes innocentes de cette sale guerre. On ne peut compter ni sur les dirigeants de la Minusma, ni sur ceux des forces françaises, ni sur ceux de l'État malien pour connaître la vérité sur leurs « bavures », leurs rackets et autres violences policières « ordinaires ».

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Côte d'ivoire

À LA POUBELLE LEUR « TRÊVE SOCIALE » !

Dans les usines comme dans le secteur du BTP, la situation actuelle des travailleurs est intenable. La grande majorité est maintenue dans la précarité et sous la pression permanente du patronat. Les conditions de travail se dégradent, les salaires sont au plus bas et ne permettent pas de boucler les fins de mois, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

C'est dans cette situation que le gouvernement, et derrière lui les capitalistes, cherche depuis deux mois à négocier avec les dirigeants syndicaux ce qu'il appelle une « trêve sociale ». Qu'est-ce à dire, sinon la mise entre parenthèses de tout mouvement de grève aussi bien dans l'administration que dans le secteur privé ?

Si un tel accord voit effectivement le jour, le gouvernement et le patronat se frotteront les mains et considèreront dès lors toute grève comme étant hors du « contrat social ». Ils se couvriront de cet accord pour réprimer encore plus facilement la moindre grève ou révolte des travailleurs. Alors, pourquoi leur tendre le bâton pour nous faire taper ?

Ce n'est pas la première fois que dans ce pays, un gouvernement négocie avec les appareils syndicaux un tel accord !

Bien évidemment, même sans un tel accord, la dictature des riches contre les travailleurs est à l'œuvre. C'est ainsi, par exemple, que la semaine dernière, la police et le CCDO sont intervenus pour réprimer des travailleurs du bâtiment sur un chantier à Marcory. Ces travailleurs ne faisaient pourtant que revendiquer leurs droits face à leur patron qui, non content de les exploiter, veut en plus les escroquer.

Ce n'est pas l'exploiteur escroc qui a été mis en prison, mais au contraire ce sont les travailleurs qui ont été gazés et réprimés par les corps habillés. L'un des travailleurs s'est même retrouvé dans le coma et d'autres ont été envoyés manu militari en garde à vue.

Le gouvernement est dans le camp des riches, contre les pauvres. Il utilise son appareil administratif et militaire pour imposer cet ordre social injuste et maintenir les travailleurs dans l'exploitation et la misère.

Alors, même s'il trouve quelques dirigeants syndicaux à sa solde pour signer son torchon, cela n'empêchera pas la lutte des travailleurs et leur colère d'exploser.

La commémoration de la journée du Premier Mai est une occasion pour leur rappeler que ce sera ainsi tant que l'injustice et l'exploitation continueront.

UNE MAIN TENDUE DONT IL FAUDRA SE MÉFIER

À entendre le Premier ministre, les travailleurs de ce pays gagnent assez pour vivre dignement de leur travail. Il veut que les travailleurs sursoient à toutes revendications salariales et appelle les dirigeants syndicaux à signer une « *trêve sociale* ».

Gon Coulibaly a le culot de demander aux travailleurs « *d'accepter la main tendue du gouvernement* ». Mais les fonctionnaires qui ont fait une grève pour obtenir des améliorations dans leurs conditions d'existence doivent-ils oublier que le gouvernement doit leur payer les 250 milliards d'arriérés de salaire cumulés depuis 2009 ?

Autant dire que ce genre de « *main tendue* » c'est plutôt pour attraper les travailleurs au cou !

Côte d'Ivoire

SEG (MARCORY) : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE MONTRENT L'EXEMPLE À SUIVRE

SEG est une entreprise marocaine de BTP en Côte d'Ivoire. Sur le chantier situé près du boulevard Valerie Giscard d'Estaing à Marcory, les travailleurs ont déclenché une grève spontanée le 7 avril en bloquant tout sur leur lieu de travail. Ils réclament entre autres, le rappel de salaire des manœuvres payés à 2 500F au lieu de 4 300F, des bulletins de paie ainsi que la déclaration à la CNPS. La direction a joué avec le temps en attendant la fin du chantier pour ne pas déclarer les travailleurs. Avec cette grève, elle a été ainsi prise à la gorge, mais elle a choisi de laisser pourrir la situation en misant sur l'essoufflement du mouvement.

C'est ainsi qu'après 4 jours de grève, le 11 avril, les travailleurs décidés à se faire entendre, optent pour des manifestations éclatées. Ils forment deux groupes, l'un pour assiéger la direction de l'entreprise située au Plateau, et l'autre groupe, un peu plus nombreux, pour manifester avec des pancartes au bord du boulevard VGE. C'est ce qu'attendait la direction pour réprimer la grève. Elle a fait appel à la police qui est venue massivement, mais les travailleurs ne se sont pas laissés distraire et ont continué à manifester bruyamment.

Pour éviter un vacarme devant les bureaux de la direction et surtout pour ne pas attirer l'attention des passants, le directeur propose aux travailleurs de retourner sur le chantier pour négocier. Mais une fois arrivé au chantier, il refuse de les rencontrer et laisse le soin au commissaire de police de s'adresser à eux. Ce dernier invite les travailleurs à passer dans son bureau le lendemain soi-disant pour les entendre, mais ceux-ci ont flairé le piège et refusé la proposition.

Le lendemain, au lieu d'aller au commissariat, ils se rendent à la direction. Pour toute réponse, le directeur demande aux responsables du syndicat de revenir le lendemain avec des propositions. Mais les policiers déjà présents sur les lieux commencent à donner dans la provocation. À plusieurs reprises, ils demandent aux travailleurs de déguerpir. À chaque fois les travailleurs reculent puis reviennent occuper la place devant le chantier.

Le 13 avril, très tôt le matin, les travailleurs occupent le chantier. Ils font une assemblée et choisissent une délégation pour rencontrer la direction comme prévue la veille. La police leur demande de quitter complètement les lieux, mais les travailleurs refusent d'exécuter en expliquant qu'ils resteront assis jusqu'au retour de la délégation. Les policiers n'étant pas armés

pour charger les travailleurs, ils font appel au CCDO, une unité spécialisée en la matière. C'est cette dernière qui, une fois sur les lieux, charge sans sommation à coups de grenades lacrymogènes. Cinq travailleurs sont embarqués, dont un violemment tabassé et ensuite laissé pour mort devant le chantier.

Dès qu'ils prennent connaissance de la répression, les représentants des travailleurs annulent la rencontre avec la direction et se rendent au chantier. Au nombre d'une centaine, les travailleurs décident de se rendre tous ensemble à la direction pour exiger la libération de leurs collègues. Ils ont montré à la direction leur collègue tabassé par la police. Ils ont manifesté et brandi des pancartes traitant le patron de voleur, criminel, hors-la-loi, etc.

La direction s'est barricadée durant plus de deux heures en attendant que la police vienne à son secours. Et comme les habitants du quartier sont venus nombreux pour savoir ce qui se passait, la police a été quelque peu gênée aux les entournures pour réprimer. C'est d'ailleurs l'un des habitants du quartier qui a fait un geste de solidarité en offrant la somme de 25 000 F Cfa pour évacuer le travailleur blessé à l'hôpital.

Le directeur, se sentant protégé par les corps habillés, convoque une rencontre aux environs de 16 heures. À cette rencontre, tremblotant comme un bébé, il renvoie les travailleurs vers l'Inspection du travail.

Le lendemain 14 avril, les travailleurs continuent de bloquer le chantier pour exiger la libération de leurs collègues détenus illégalement à la préfecture de police, au Plateau. Dans la soirée, aux environs de 18 h 30, ils sont libérés.

Les travailleurs se sont promis de continuer la lutte après les fêtes de Pâques jusqu'à ce que la direction paie ce qu'elle leur doit.

Pendant près de 5 mois, ces travailleurs se sont battus courageusement pour que leurs droits soient respectés. Parfois ils ont remporté de petites victoires, parfois ils ont été brimés avec l'appui de l'État et de sa force de répression. Mais quelle que soit l'issue de leurs luttes, ils montrent à tous les travailleurs, à tous les exploités, le chemin de la conquête de la dignité.

Tchad

LA CONTESTATION CONTRE LE RÉGIME DE DEBY CONTINUE !

Malgré la répression de plus en plus féroce qui s'abat sur les populations, à tous les niveaux, malgré la multiplication des arrestations arbitraires, la contestation continue dans le pays et touche diverses couches sociales.

Ainsi les agents de « l'Hôpital de la mère et de l'enfant » viennent de lancer un mouvement de grève qui va débuter le 24 avril, avec un service minimum pour les urgences maternelles. Ils protestent contre le non paiement d'un mois de salaire et revendiquent 15 mois de prime d'intéressement, 9 mois de garde et 10 mois de responsabilité.

Les retraités et les veuves de l'administration civile et militaire, quant à eux, ont bloqué les 13 et 14 avril dernier l'accès de la caisse de retraite de Ndjaména pour manifester leur mécontentement contre le non paiement des retraites depuis

une année, en raison, paraît-il, de la crise économique qui sévit dans le pays.

Les commerçants ne sont pas en reste. Depuis plusieurs semaines ils ont immobilisé plus de 300 camions de marchandises en provenance du Cameroun suite à leur grève qui dure depuis un mois. Ils manifestent ainsi leur mécontentement contre les récentes mesures prises par le gouvernement : augmentation des droits de douane et hausse des taxes sur les marchandises en vente sur les marchés de Ndjamena.

Tout dernièrement, ce sont les étudiants qui, de nouveau, sont entrés en grève. Des manifestants ont été arrêtés.

Cette répression s'abat également sur les associations. Les 6 et 15 avril, deux membres du mouvement *Yina* (On est fatigués), mouvement qui dénonce le régime et ses pratiques arbitraires, ont été l'un après l'autre, arrêtés et jetés en prison sans motif. Le 10 avril, un membre du « *Collectif contre la vie chère* » a subi le même sort.

Le gouvernement français qui est bien au courant de cette répression laisse faire. Le ministre Bernard Cazeneuve, dernièrement en mission au Tchad, a réaffirmé le soutien de Hollande à Déby, l'un de ses principaux alliés dans la lutte contre les djihadistes au Sahel : « *La France aidera toujours le Tchad à surmonter les difficultés*»

Quant aux travailleurs et leur organisation syndicale, l'UST (Union des travailleurs du Tchad), ils attendent toujours la satisfaction de leur « *plateforme revendicative* » présentée au gouvernement. Cette « plateforme » est un ensemble de mesures revendicatives des travailleurs comme l'augmentation générale des salaires, le versement régulier des salaires et le paiement des arriérés. Ils sont prêts à reprendre la grève qu'ils ont suspendue si le gouvernement refuse de satisfaire ces revendications. Et ce ne sont pas les menaces, les intimidations, les arrestations et les emprisonnements qui vont les en dissuader.

Tchad

SUPPRESSION DES BOURSES :
PETITE VICTOIRE DES ÉTUDIANTS ?

Ndjaména : Traces de la moto brûlée par les étudiants en colère

En septembre 2016, le gouvernement a décidé unilatéralement de supprimer totalement les bourses de tous les étudiants tchadiens en raison, paraît-il, de la crise que connaît le pays. Mais les étudiants n'ont pas avalé cette mesure et depuis plus de sept mois ils n'ont pas cessé de se battre contre cette décision arbitraire.

Pour les calmer le gouvernement a cru bon de leur payer un mois de bourse alors que les étudiants s'attendaient à toucher plusieurs mois d'arriérés. Cela n'a fait que jeter de l'huile sur le feu.

Le 20 avril dernier aux abords de l'université d'Ardep Djoumal à N'Djaména, des étudiants en colère ont tabassé le président du bureau de transition de l'Union des étudiants qu'ils soupçonnent de collaborer avec le régime de Déby ; ils ont mis le feu à

sa moto. Les forces de répression de Déby sont intervenues et ont dispersé les étudiants à coups de gaz lacrymogènes. Mais les étudiants se disent déterminés à lutter jusqu'à ce que le gouvernement leur verse la totalité de leurs bourses.

Les étudiants ont raison de ne pas baisser les bras. Seule la lutte paie !

Éthiopie

LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DES VICTIMES DE L'ÉBOULEMENT D'UNE DÉCHARGE

Le 13 mars dernier, il y a eu un immense éboulement de Koshé, la décharge publique la plus importante de la capitale, Addis Abeba. Il y a eu plus de cent personnes qui sont mortes étouffées.

Koshé : principal dépôt d'ordures d'Addis Abeba

Koshé est depuis plus de quarante ans le principal lieu de dépôt des ordures d'Addis Abeba, ville de plus 4 millions d'habitants, en pleine croissance. La décharge s'étend sur 30 hectares. C'est pratiquement une montagne d'ordures. Autour d'elle, vivent environ 300 personnes sans travail ni logement. La décharge est leur source de revenu. Ils ramassent et recyclent les objets qu'ils trouvent pour les revendre. Ils vivent là avec leurs enfants.

Pour le gouvernement, parmi les projets prévus dans le pays, ceux qui concernent les populations pauvres passent en dernier. Depuis des décennies, une usine de traitement d'ordures devait se construire à Koshé . Les tergiversations entre l'État et le constructeur ont, paraît-il,traîné.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le gouvernement est plus préoccupé à réaliser des projets de prestige plutôt que d'entreprendre la construction de logements pour soulager la vie des plus pauvres. C'est le cadet de ses soucis.

Cet évènement a bouleversé la population de la capitale au point que beaucoup de gens sont allés pour les soutenir. Les autorités ont été obligées de lancer des journées de deuil et de promettre des logements pour ceux qui ont échappé à la catastrophe. Addis abeba, ville en plein embellissement, c'est pour les riches, pas pour les pauvres.

Immigration

NATURALISATION DE 28 TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS

UNE MESURE DÉMAGOGIQUE

Le 15 avril le président François Hollande a reçu à l'Élysée 28 tirailleurs sénégalais pour leur donner la nationalité française. En effet des centaines de milliers d'hommes originaires d'Afrique subsaharienne et de Madagascar ont été amenés en France et en Europe pour participer aux deux guerres mondiales. Au cours de la Première, ils étaient plus de 200 000 hommes, 150 000 pour la Seconde, et 60 000 pour la guerre d'Indochine. Il y a cent ans, au cours de la bataille du Chemin des Dames, 7 000 tirailleurs ont péri. Il y a eu des dizaines de milliers de morts au cours de ces deux guerres. En 1944 des tirailleurs sénégalais ont été rapatriés, sans toucher leurs soldes, vers le Sénégal dans le camp de Thiaroye non loin de Dakar. Ils n'ont pas arrêté de réclamer leur dû. La réponse a été sanglante. L'armée et la police ont réprimé les tirailleurs. Il y a eu plusieurs dizaines de morts. Peut-être plus.

Après l'indépendance, tous les tirailleurs sénégalais en vie réclamaient des pensions d'anciens combattants du même montant que les anciens combattants français. Ils ne l'ont jamais obtenu parce que depuis l'indépendance en 1960 ils ne sont plus français. Depuis ils n'ont pas cessé de le réclamer car à l'époque de la guerre, ils étaient français. Jusqu'à présent les différents présidents n'ont pas voulu régler ce problème.

Ceux qui sont venus depuis quelques années en France pour changer de nationalité n'ont pas réussi à surmonter les difficultés administratives pour être naturalisés. Malgré tout, une pétition a été lancée par Mme Aïssatta Seck, maire adjointe de Bondy, chargée des anciens combattants en banlieue parisienne, petite-fille d'un tirailleur sénégalais. Cette pétition a eu beaucoup de succès au point que les autorités ont décidé d'accorder la nationalité à 28 tirailleurs qui se trouvaient en France.

Depuis les indépendances, des milliers de tirailleurs sont décédés. Malgré leurs réclamations, le gouvernement français les a complètement ignorés. Peu d'entre eux sont encore en vie. Accorder la naturalisation ne coûte pas grand'chose au gouvernement français.

Ces anciens combattants en fin de vie réussiront-ils à toucher des allocations équivalentes à celles perçues par leurs homologues français ? Ce ne serait que justice, mais il faudra encore mener des luttes pour arracher cela.

SOLIDARITÉ AVEC LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS DE RUNGIS

Depuis le 16 mars, environ 130 travailleurs sans papiers, en majorité maliens et sénégalais, sont en grève au MIN (Marché d'intérêt national) de Rungis. Avec le soutien de la CGT 94, ils sont installés au-rez-de-chaussée du bâtiment de la Semmaris, la société qui gère les 12 000 salariés de Rungis. Ils réclament une carte de séjour.

Ces grévistes sont employés par diffé-

rentes sociétés dont Derichebourg, Onet, Manpower intérim, Link, Abalone, Fruit d'or et la liste est longue. Parce qu'ils ne sont pas en règle, ils sont victimes de toutes sortes d'abus : bas salaires, heures supplémentaires non rémunérées, conditions de travail dégradées. De plus ils sont à tout moment sous la menace de la perte de leur emploi par ces employeurs sans scrupule qui se débarrassent d'eux sous le moindre prétexte.

Malgré la loi Cazeneuve de 2016 qui a aggravé la répression contre eux, les sans papiers tiennent bon grâce à leur ténacité et grâce à la solidarité de nombreux travailleurs.

Madagascar

APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE ENAWO

LES VOLS DE VANILLE SE MULTIPLIENT

Les régions Sava et Sofia situées dans le nord-est du pays, sont les plus touchées par le récent passage du cyclone Enawo. De nombreux champs de vanille, de riz et d'autres cultures ont été détruits par les pluies torrentielles et les rafales de vent violent. Les toitures en chaume ou en tôle ondulée des habitations ont été emportées, laissant les villageois dans les pires difficultés. Des dizaines de personnes ont perdu la vie et des milliers de sinistrés n'ont plus de domicile ni de moyen de subsistance. Les aides de l'État se font toujours attendre.

.

Des ouvrières de la filière vanille

Dans ce contexte catastrophique, beaucoup de personnes ayant tout perdu ont basculé dans la débrouillardise ou le vol en tout genre. Cette région est la principale productrice de vanille dont la date de récolte devrait débuter le 20 juin. Mais dès maintenant de nombreuses petites plantations sont victimes de vols sur pied perpétrés durant les nuits. Les grands domaines quant à eux, sont préservés de tels aléas car ils bénéficient d'une certaine protection de patrouilles nocturnes de gendarmes.

Une véritable psychose est en train de s'emparer de ces petits producteurs de vanille. Plusieurs d'entre eux ont trouvé la mort ces derniers temps au cours d'affrontements nocturnes avec de nombreux pillards ou supposés tels, certains ont péri en plusieurs endroits. De plus en plus de planteurs ne font plus confiance aux gendarmes car il s'est révélé que dans plusieurs cas ils étaient complices des voleurs. Dans certains lieux, ces planteurs ont décidé d'organiser eux-mêmes leur propre milice appelée « Dinam-paritra » qui n'hésite pas à faire usage de sagaies et autres coupe-coupe contre les démunis qui errent à proximité des plantations.

L'État semble laisser s'entretuer les petits planteurs et les pillards. Cet État est l'ami des riches, une bonne partie des ministres sont eux-mêmes des hommes d'affaires. Ce qui lui importe ce sont les in-

térêts des riches propriétaires des grandes sociétés qui dominent la filière vanille. Cette épice est très prisée à travers toute la planète, Madagascar en est le premier producteur et exportateur mondial. La guéguerre à coups de machettes, livrée en ce moment en amont de la filière au niveau des champs, constitue un véritable drame pour les protagonistes livrés à eux-mêmes, mais ne constitue pas une menace pour les fortunes qui se bâtissent à l'autre bout de la filière. Les collecteurs de cette précieuse denrée qui quadrilleront la région dans moins de deux mois, ne seront pas regardants sur la provenance de la production qui finalement sera engrangée dans les magasins de traitement et les entrepôts de stockage des rois de l'export. Les prix de la vanille sont en hausse cette année et par conséquent les profits seront juteux. Dans ces conditions, qu'importe à ces gens-là et aux dirigeants du pays, qu'à l'autre bout de la filière les petits planteurs et les laissés-pour-compte s'entretuent !

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.